

La CGT finance publique dit non à la corsisation des impôts



Plus de 60 représentants du syndicat en Haute-Corse ont évoqué la poursuite des suppressions d'emplois et la révolte des... Bonnets rouges.

(Photo Gérard Baldocchi)

Il n'y aura pas de... bonnets bleus (turchini) contestataires en Corse, du moins initiés par la CGT. C'est ce que nous avons retenu, entre autres, de l'assemblée générale de la CGT finance publique de Haute-Corse qui a fait le plein hier à la salle polyvalente de Lupino. Plus de soixante représentants du syndicat étaient présents en matinée pour évoquer des sujets d'actualité fiscale peu réjouissants.

« C'est vrai qu'il y a un ras-le-bol fiscal chez les plus modestes mais les mots d'ordre des "bonnets rouges" sont montés en épingle pour demander des baisses d'impôts. Il y a une instrumentalisation du patronat et les thèses du Medef et du FN sur le trop d'impôts sans distinction est inacceptable » précise Jean-Pierre Battestini

qui n'a pourtant jamais été un syndicaliste très réticent pour descendre dans la rue.

La CGT dit non également à la corsisation des impôts. « Nous sommes contre la territorialisation des impôts. Nous mettons en garde les Corses sur cette évolution. Le budget de la CTC montre que la baisse des dotations nationales est dramatique. Sans péréquation des impôts à l'ensemble des régions, il y aura une concurrence entre régions. La CGT demande plutôt une TVA à 0 sur les produits alimentaires et regrette aussi que les droits de successions soient de nouveaux exonérés pour les gros patrimoines » a noté Jean-Pierre Battestini. Lors de cette AG il a été question des suppressions de postes dans les finances 9 sont prévus en Haute-Corse pour 2014.

« La perception de Vescovato fermera ses portes en décembre le démantèlement se poursuit. À qui le tour ensuite à celle de Saint-Florent ? Nous recevons jusqu'à 50 000 personnes chaque année en Corse et les suppressions de postes vont occasionner des dysfonctionnements et des missions mal assurées. Les salariés et retraités sont plus contrôlés que les autres », avoue le responsable de la CGT des impôts 2B. Perceptions qui ferment, accueil dégradé comme à Bastia Recipello (500 personnes par jour), budgets de fonctionnement réduits, écotaxe, impôts locaux, etc. La CGT attribue à sa manière un bonnet d'âne à l'actuelle politique fiscale des gouvernants !

JO CERVONI
jacervoni@nicematin.fr